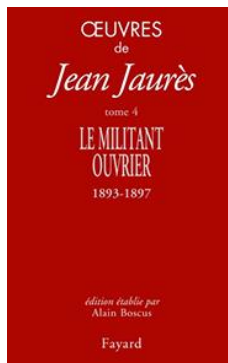


Œuvres de Jean Jaurès, t. IV : Le Militant ouvrier (1893-1897), édition établie par Alain Boscus, Paris, Fayard, 2017.

Œuvres de Jean Jaurès, t. V : Le Socialisme en débat (1893-1897), édition établie par Alain Boscus, Paris, Fayard, 2018.

Nicolas Delalande



Lire Jaurès dans le texte, au jour le jour, comme nous y invite l'édition de ses œuvres menée sous la responsabilité de la Société d'études jaurésiennes, soulève toujours la même interrogation : comment un seul et même homme a-t-il pu lire, écrire et discourir sans relâche, tout en militant activement dans sa circonscription du Tarn, à la Chambre des députés ou dans les congrès socialistes internationaux ? Toutes les périodes de sa vie furent intenses, mais les années 1893-1897, couvertes par ces tomes IV et V édités par Alain Boscus, sont tout à fait exceptionnelles. Elles marquent l'engagement total de Jaurès dans la voie du socialisme, aussi bien sur le plan du militantisme que de la réflexion doctrinale.



Réélu député en janvier 1893 (après un premier mandat de 1885 à 1889), Jaurès a pris fait et cause pour les mineurs et verriers de Carmaux, en grève depuis l'été 1892. Dans la presse (*La Petite République*, *La Dépêche*), en meeting ou à la tribune de la Chambre (citons, parmi d'autres, le discours-fleuve des 24 et 25 octobre 1895, d'une précision remarquable quant aux conditions sociales et politiques ayant précipité cette grève), il dénonce l'attitude des autorités locales et de la préfecture, et reproche avec véhémence à Louis Barthou, ministre de l'Intérieur en juin 1896, de cautionner les violences et brutalités exercées contre les grévistes. Il soutient par ailleurs la création de la verrerie ouvrière d'Albi, une expérience coopérative dont il vante les mérites à maintes reprises, même si, localement, cet épisode lui vaut des inimitiés (le choix d'implanter la verrerie à Albi, plutôt qu'à Carmaux, provoque des remous parmi les ouvriers en grève) et l'empêche d'obtenir sa réélection en juin 1898. À travers l'exemple tarnais, Jaurès prend plus largement conscience de l'importance des luttes syndicales, auxquelles il s'intéresse de très près. Il accuse les gouvernements progressistes de l'époque de limiter la liberté syndicale, pourtant reconnue dix ans plus tôt par le vote de la loi Waldeck-Rousseau (1884). À force de chercher le soutien des conservateurs, les républicains modérés dénaturent le « projet républicain » et consolident un ordre social injuste et inégalitaire. Comme

d'autres, Jaurès s'efforce de documenter la réalité de la condition ouvrière : il participe à une enquête parlementaire sur l'organisation du travail dans les mines, en particulier dans le bassin de Montceau-les-Mines, et appelle à surmonter les résistances du Sénat pour faire adopter le principe de l'assurance obligatoire, en matière de retraites (pour les mineurs) ou d'accidents du travail (loi de 1898). Il plaide également pour que les patrons soient amenés à se plier aux comités de conciliation et conseils d'arbitrage lorsque des ouvriers en grève en font la demande.

Les adversaires politiques de Jaurès (Jules Méline, Bernard Lavergne, Jules Roche, Yves Guyot, Louis Barthou, etc.) s'inquiètent du virage collectiviste et socialiste pris par le député du Tarn, voire, pour certains, le tournent en dérision, n'y voyant qu'un simple ralliement électoraliste de circonstance. L'énorme travail doctrinal accompli par Jaurès au cours de ces années leur apporte un cinglant démenti. C'est l'objet du tome V des *Œuvres* qui, par souci de clarté et de cohérence thématique, rassemble les écrits plus théoriques produits par Jaurès au cours de la même période. Ce découpage, tout à fait compréhensible, ne doit cependant pas faire oublier la profonde interdépendance qui existe entre les engagements militants du député et sa contribution intellectuelle à la formulation d'un socialisme syncrétique, au carrefour du marxisme (Jaurès cite Marx et Engels) et du républicanisme. Comme le souligne Alain Boscus dans son introduction, Jaurès lit très attentivement les ouvrages d'Émile Durkheim, de Henry Michel ou de Charles Andler. C'est pourquoi les deux tomes méritent d'être lus en regard l'un de l'autre, pour comprendre comment la pensée socialiste de Jaurès se construit et s'affine au fil de l'actualité des mobilisations ouvrières et des controverses politiques. Une simple lettre rédigée en août 1893 par le sénateur tarnais, et républicain modéré, Bernard Lavergne, qui présente socialistes et républicains comme deux camps séparés, déclenche une réponse argumentée de Jaurès qui s'étale pendant plusieurs mois dans les colonnes de *La Dépêche*. L'avenir socialiste serait flou et dangereux ? Jaurès expose pas à pas les contours de l'organisation sociale, rurale et industrielle qu'il appelle de ses vœux, en assumant pleinement le terme de « collectivisme » qui effraie tant les conservateurs et les modérés de l'époque. La propriété collective est, selon lui, tout le contraire d'un mécanisme de confiscation ; elle doit permettre de lutter contre les inégalités du régime de propriété privée et donner à chaque paysan la possibilité d'exploiter librement une parcelle du sol national. C'est la nation, beaucoup plus que l'État, qui importe aux yeux de Jaurès, fidèle en cela au scepticisme qui continue d'imprégner une bonne partie de la gauche vis-à-vis de l'État capitaliste et bourgeois. La réflexion prend une ampleur nouvelle dans la série d'articles que Jaurès rédige pour la *Revue socialiste* au cours de l'année 1895, qui imagine la forme que pourrait prendre la société à venir.

En attendant l'avènement du socialisme, le député Jaurès prend part aux grands débats politiques de cette époque marquée par la vague des attentats anarchistes et leur répression (Jaurès condamne les « lois scélérates » de 1894), le scandale de Panama, l'expérience réformiste du gouvernement de Léon Bourgeois (en particulier au sujet de l'impôt sur le revenu, toujours bloqué par le Sénat), et les réponses à apporter au malaise paysan. Jaurès renvoie dos-à-dos protectionnistes et libre-échangistes, défendant par exemple en 1894 la création d'un monopole étatique pour l'importation des blés ce qui montre, soit dit en passant, que l'État n'est pas toujours perçu comme l'instrument de la bourgeoisie. Munis des quelques enquêtes statistiques alors disponibles, Jaurès conteste le portrait idyllique que libéraux et

progressistes dressent d'une France où la répartition des terres et de l'épargne serait la plus égalitaire au monde. Les travaux récents sur l'histoire des inégalités économiques et sociales démontrent que la vérité statistique était davantage du côté de Jaurès que de la vision optimiste proposée alors par Paul Leroy-Beaulieu et d'autres¹. Le tome V se termine par un chapitre consacré aux prises de position de Jaurès sur l'actualité internationale et les questions coloniales. Il s'insurge face aux massacres commis dans l'Empire ottoman contre les populations arméniennes en 1894-1896, et condamne la passivité de la diplomatie française, notamment lorsque les Crétois se soulèvent contre la même puissance ottomane en 1897. L'exploitation capitaliste dans les colonies est elle aussi vigoureusement critiquée, ainsi que les expropriations de terres dont sont victimes les populations colonisées.

La richesse de ces deux tomes, aux introductions claires et à l'appareil critique précieux, permet d'aborder les multiples facettes de Jaurès au moment de sa « conversion » au socialisme. Les textes rassemblés font sentir toute l'énergie et l'audace qui animaient alors celui qui n'était qu'un socialiste indépendant parmi d'autres, confiant dans l'avenir et désireux d'en inventer les contours intellectuels et politiques.

¹ Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2019, chap. 7, p. 157-191.